



Identifier et interpréter une crise extrême : la "communauté internationale" face au conflit armé en Colombie

David Garibay, Juan Carlos Guerrero

► To cite this version:

David Garibay, Juan Carlos Guerrero. Identifier et interpréter une crise extrême : la "communauté internationale" face au conflit armé en Colombie. Colloque international "Face aux crises extrêmes", Oct 2004, Lille, France. pp.136-150. halshs-00173138

HAL Id: halshs-00173138

<https://shs.hal.science/halshs-00173138>

Submitted on 18 Jan 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Texte publié in LE PAPE (Marc), SIMEANT (Johanna), VIDAL (Claudine), *Crises extrêmes, Face aux massacres aux guerres civiles et aux génocides*. Paris, La Découverte, 2006, p.136-150.

Version retravaillée de la communication présentée par les deux auteurs au Colloque *Face aux crises extrêmes*, GDR Crises extrêmes, CERAPS, Lille, octobre 2004.

Identifier et interpréter une « crise extrême ». **La « communauté internationale » face au conflit armé en Colombie**

David GARIBAY, Juan-Carlos GUERRERO-BERNAL¹

Introduction

Malgré sa longévité et son aggravation, le conflit armé colombien souffre d'une visibilité précaire sur la scène internationale. Tous les indicateurs (nombre d'actes de violence, taux d'homicides, victimes pendant des affrontements armés, nombre de massacres et d'enlèvements, nombre de déplacés internes, municipalités touchées par des actes de violence, etc.), signalent une dégradation constante de la situation depuis le milieu des années 1980. Or, malgré cette évolution, ce conflit n'est présenté que très rarement comme une « crise extrême » que « la communauté internationale » doit prendre en charge². Pour faire face à cette crise, aucune opération d'intervention internationale n'a vu le jour. Il est vrai que la situation ne se caractérise pas par la présence d'un événement traumatique unique et fondateur, ni par une rupture définitive du fonctionnement des institutions politiques centrales, mais plutôt par une détérioration permanente. Cela ne veut pas dire pour autant que le conflit colombien passe complètement inaperçu et soit ignoré sur la scène internationale. Au gré de son intensification, il s'est progressivement internationalisé, du fait de l'existence de différentes mobilisations à la fois internes et externes, d'ampleur variable et de nature hétérogène. Des tentatives de régulation du conflit avec la participation d'acteurs externes ont déjà pris forme avec un certain degré de consentement du gouvernement colombien.

Ce conflit paraît donc significatif pour décrire et analyser comment une situation que l'on pourrait qualifier de « crise extrême » par sa durée, son intensité et son caractère

¹ Juan Carlos Guerrero est doctorant en sociologie à l'EHESS. Au moment de la réalisation de ce texte il était ATER à l'Université Paris 3. Depuis 2008, il est professeur à la Universidad del Rosario (Bogota, Colombie). Il réalise une thèse sur les modalités d'internationalisation du conflit colombien à travers le cas des correspondants étrangers et des ONG : guerrerojc@wanadoo.fr

² Le suremploi actuel de l'expression « communauté internationale » conduit à penser comme une évidence l'existence de cette instance morale et supra-nationale. Celle-ci est aujourd'hui « naturalisée » dans les discours d'une gamme très large d'acteurs et sans cesse affirmée comme « institution » vers laquelle il est toujours possible et souhaitable de se tourner, d'autant que parallèlement se développe l'idée que l'État-nation n'est plus l'instance centrale de référence. Il s'agit là d'une réalité à contenu sémantique, mais forte et structurante. De même que n'importe qui peut aujourd'hui faire appel à « la communauté internationale » pour une multiplicité de raisons, un large éventail d'acteurs peut également l'incarner temporairement. Son évocation contribue donc à la mise en place de dispositifs dans lesquels l'expression s'installe comme quelque chose de réel, preuve qu'une répétition d'épreuves peut concourir à faire rentrer une instance morale dans le sens commun.

dramatique, n'est pas encore perçue comme telle et ne reçoit qu'une attention internationale limitée. Des appels répétés ont lieu depuis les années 1980 pour une action de la « communauté internationale » plus large et plus approfondie. Ils ont produit une multiplicité croissante et désarticulée d'ingérences régulatrices qui ont conduit à l'acceptation généralisée de la présence effective d'une situation de crise. Néanmoins, du fait de leur hétérogénéité, ils ne sont pas parvenus à produire une interprétation capable de rendre suffisamment intelligible la situation problématique objet de préoccupation.

Cette difficulté est ici éclairée en retraçant une série de *mises en récit* – au sens que Paul Ricœur donne à ce terme³ – du problème colombien. Il s'agit d'analyser, à travers une périodisation, la série de tentatives de mise en récit de ce cas, d'identifier l'ensemble d'acteurs qui participent à l'élaboration des récits, et de préciser les facteurs qui rendent de plus en plus difficile la définition de la situation critique.

De 1950 à 1980 deux lectures successives du conflit interne émergent, d'abord une guerre partisane, puis un conflit entre gouvernements et guérillas, avec une faible diffusion de la situation au niveau international. Les premières entreprises de recours par différents acteurs internes à des acteurs internationaux comme ressource pour attirer l'attention de l'opinion publique internationale et faire valoir sur l'espace public interne et international leur propre interprétation de la crise apparaissent dans la décennie 1980. L'apparition massive du trafic de drogues, et ses incidences sur le conflit, marquent une troisième étape, pour montrer combien, si ce phénomène participe directement de l'interprétation de la situation colombienne comme une crise ayant des dimensions internationales, il concourt aussi à l'éclatement de la possibilité d'une compréhension unique. Enfin, le dernier moment analyse les formes d'intervention de nombreux acteurs internationaux, en particulier d'ONG et d'organismes multilatéraux, afin de souligner comment leur fonction de témoignage participe à la construction d'une vision extrêmement fragmentaire du problème, et n'aboutit pas à une vision de la situation articulée qui pourrait permettre de donner une cohérence à un programme d'action international.

1. L'apparition sporadique de la situation colombienne sur la scène internationale : de la guerre partisane à la guerre de guérillas périphérique

Jusqu'aux années 1980, l'interprétation de la situation de conflit interne paraissait, sinon exempte de débats, du moins expliquée essentiellement par des facteurs internes qui lui donnaient une certaine intelligibilité. Dès la fin des années 1940 et pratiquement tout au long des années 1950, la Colombie connaît une période de confrontation armée interne interprétée comme une « guerre civile partisane » entre conservateurs, alors au pouvoir, et libéraux. Ce conflit, connu comme la « *Violencia* », est marqué par son caractère extrêmement violent, à la fois par le type d'actes qui sont commis et par le niveau du nombre de victimes, en particulier civiles⁴. Malgré la diversité de confrontations au niveau local, dans lesquelles s'entremêlent luttes entre les partis, conflits sociaux et banditisme, et les degrés très divers auxquels ont été

³ L'élaboration d'un récit ou d'une intrigue suppose pour Paul Ricœur un agencement des faits qui se caractérise par la complétude, la totalité, une étendue appropriée. L'intelligibilité du monde repose justement sur cette action de connexion entre les événements, sur l'acte judiciaire de « prendre ensemble ». L'art de composer une intrigue consiste à faire paraître concordantes les discordances. Car « composer l'intrigue, c'est déjà faire surgir l'intelligible de l'accidentel, l'universel du singulier, le nécessaire ou le vraisemblable de l'épisodique ». RICŒUR (Paul), *Temps et récit. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983, p.84-85 et 88. De nombreux sociologues considèrent ces procédés de mise en intrigue fondamentaux pour l'étude des procès de publication des actions collectives et d'émergence des problèmes publics. CEFAÏ (Daniel), « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », in CEFAÏ (Daniel), TROM (D.) (dir), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, EHESS, 2001, p.77.

⁴ Les victimes de la *Violencia* sont estimées entre 200 et 300 000 personnes, la plus grande partie en milieu rural.

affectés les différentes régions du pays⁵, il est remarquable que cette époque ait été qualifiée comme un conflit bipartisan au niveau national.

Cette interprétation dominante qui est celle des dirigeants des partis politiques traditionnels n'est pas immédiate. L'événement dit « fondateur » de la *Violencia*, le « Bogotazo » d'avril 1948, émeute populaire à forte connotation anti-traditionnelle, ne fut pas immédiatement interprété dans un cadre d'affrontement idéologique entre les deux partis principaux. Herbert Braun montre combien au cours de ces événements les deux partis ont initialement adhéré à une explication de la situation dépourvue de connotation politique : l'émeute a été analysée comme une espèce de folie et de barbarie désordonnées du « peuple », déclenchées par l'assassinat du dirigeant populiste Jorge Eliecer Gaitan, lui même commis par un « *don nadie* » (un individu quelconque) aux motivations privées⁶. Ce n'est qu'après les événements et au cours du conflit qu'une lecture bipartisane du « Bogotazo » s'est imposée.

Deux facteurs concourent à la réussite de cette évolution. D'une part, la nature des deux acteurs en conflit, les deux partis politiques principaux et traditionnels du pays, véritables axes concurrents de structuration de la société, dont les directions légitiment le recours à la violence par la volonté de ne pas être exclus du pouvoir et de maintenir la cohésion de leurs réseaux de clientèle respectifs. Ces réseaux avaient été mis à l'épreuve par l'émergence d'une conscience de classe populaire et de certaines pratiques populistes, mais à un degré moindre que dans d'autres pays de la région. De fait, la faible capacité de la classe populaire pour s'ériger en tant que sujet politique sans l'intermédiation de son dirigeant populiste semble avoir favorisé l'inscription de cette situation de conflit dans les formes, anciennes, mais toujours pregnantes, de division bipartisane de la société. Cette compréhension partisane de l'affrontement va d'autant plus facilement s'imposer que le conflit se termine par un accord politique signé entre les dirigeants des deux partis qui prétend démobiliser les différentes factions armées et met en place un régime où le pouvoir est partagé, tant dans une alternance programmée à la Présidence que dans la répartition des charges locales et régionales (régime du « *Frente Nacional* »)⁷.

D'autre part, la manière dont cette période a été au début analysée par la sociologie colombienne a contribué au renforcement d'une lecture univoque de « la *Violencia* ». À l'issue du conflit, une commission est créée pour analyser la période. En ayant recours à la fois à la restitution de récits de vies de personnes engagées dans le conflit et à l'analyse des différentes configurations locales, l'étude renforce l'idée que, malgré la diversité des conflits locaux, il est possible de les comprendre dans une opposition armée de nature politique entre les deux partis⁸. Par la suite, d'autres études sur cette période réalisées aussi bien en Colombie qu'à l'étranger ont voulu restituer la diversité de confrontations et de phénomènes de violence qui se trouvaient derrière le conflit bipartisan. Mais, publiées plusieurs années après la fin du conflit, elle n'ont pas contribué au façonnement des interprétations sur « la *Violencia* ».

⁵ ORTIZ (Carlos Miguel), *La violence en Colombie, racines historiques et sociales*, Paris, L'Harmattan, 1990, 310 p., PÉCAUT (Daniel), *Ordre et violence en Colombie*, Paris, EHESS, 1987, 486 p., SÁNCHEZ (Gonzalo), MEERTENS (Donny), *Bandoleros, Gamonales y Campesinos*, Bogota, El Ancora Editores, 1983.

⁶ BRAUN Herbert, « Los mundos del 9 de abril, o la historia vista desde la culata », in SÁNCHEZ (Gonzalo), PENARANDA (Ricardo) (dir.), *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, Bogota, IEPRI - CEREC, 1995, p. 225-261.

⁷ Le régime du « Frente Nacional » (1958-1974) se caractérise par la permanence d'institutions démocratiques, et la régularité et la transparence des élections, assurant la continuité d'un pouvoir civil. Mais il repose sur un accord d'alternance au pouvoir entre les deux partis et le recours quasi systématique à l'état de siège, ce qui a limité l'accès à la représentation politique. GUILLÉN MARTÍNEZ (Fernando), *El poder político en Colombia*, Bogotá, Punta de Lanza, 1979 et LEAL BUITRAGO (Francisco), *Estado y política en Colombia*, Bogotá, CEREC / Siglo XXI, 1984.

⁸ GUZMAN CAMPOS (Germán), FALS BORDA (Orlando), UMAÑA LUNA (Eduardo), *La violencia en Colombia*, Bogotá, Tercer Mundo, tome 1, 1962, 430 p., tome 2, 1964, 460 p.

Pendant son déroulement, le conflit bipartisan n'a eu qu'une faible résonance hors du pays. À l'époque, les médias internationaux n'ont rendu compte que d'événements spécifiques, sans restituer la dynamique d'ensemble du conflit. Ce n'est que lorsque la confrontation armée se termine qu'elle fait l'objet de quelques articles de presse⁹.

À partir des années 1960 et tout au long des années 1970, le conflit armé change de configuration avec l'émergence de groupes de guérilla qui cessent de s'inscrire dans la logique de l'affrontement bipartisan. Aux *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC) surgies dès les années 1950, sont venus s'ajouter de nouveaux groupes dans la décennie 1960. L'existence de ces guérillas a pu initialement être comprise à l'aune de la diffusion dans l'ensemble de la région dans les années 1960 du modèle de l'insurrection « foquiste »¹⁰, inspiré du succès de la révolution à La Havane. Néanmoins un tel cadre de lecture s'est avéré rapidement inapproprié, tant le conflit colombien a peu d'échos à l'extérieur et est considéré en marge de cette vague révolutionnaire. Dans le cas particulier des FARC, ce groupe surgit dans le contexte de la *Violencia*, comme le rassemblement de plusieurs groupes armés d'autodéfense, constitués par des paysans pour la défense de leurs terres, dans des régions relativement périphériques. Cette formation maintient une composante et une représentation de son action très marquées par son origine rurale, parmi ses dirigeants et ses membres. Les autres groupes surgis postérieurement correspondent plus classiquement aux guérillas apparues en Amérique latine dans les années 1960, avec un recrutement plus urbain, une importante composante de classe moyenne, et pour certains d'entre eux, une proximité avec les secteurs radicalisés de l'Église catholique, même s'ils vont agir essentiellement en milieu rural¹¹.

Si le conflit armé qui se développe dans les années 1960-70 fut interprété comme un affrontement entre des guérillas révolutionnaires et le régime politique, de nombreuses particularités de la Colombie ont empêché de le qualifier comme une véritable crise. Même si l'affrontement entre gouvernement et guérillas dure dans le temps, il n'est pas parvenu à déstabiliser le régime ou à atteindre les régions les plus stratégiques du pays, en particulier les villes. Les guérillas sont restées longtemps cantonnées dans les régions les moins intégrées, ou celles de développement plus récent. Dès lors, la perception de la violence apparaît pendant toute cette période comme un phénomène stabilisé. Si ce qualificatif peut paraître inapproprié pour rendre compte des manifestations locales de la violence, il exprime bien la manière paradoxale dont les affrontements armés se projettent sur la scène internationale jusqu'à la fin des années 1970 : la violence des guérillas, indépendamment de sa durée, est incapable de produire au niveau du pays soit un ébranlement du régime, soit une paralysie de la vie sociale et économique.

⁹ Le « Bogotazo » d'avril 1948 fut pratiquement le seul événement publicisé par les médias étrangers pendant « la Violencia », à cause de la présence à ce moment là à Bogota de correspondants de presse venus couvrir la Conférence panaméricaine qui donna naissance à l'Organisation des États Américains (OEA). C'est seulement jusqu'à 1953, lorsqu'un coup d'état militaire a lieu en Colombie, que les médias rendent compte de cette longue confrontation entre libéraux et conservateurs. Mais à ce moment le conflit bipartisan arrivait déjà à sa fin.

¹⁰ La stratégie déployée à Cuba par la guérilla de Fidel Castro a été théorisée par Ernesto Che Guevara et Régis Debray sur l'idée qu'un groupe restreint de guérilleros pourrait précipiter les conditions de la victoire révolutionnaire par l'organisation de foyers insurrectionnels (les « focos » en espagnol) dans les campagnes.

¹¹ Ces groupes sont l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN), guévariste, composé à la fois de nombreux étudiants et de certains prêtres progressistes, l'*Ejército Popular de Liberación* (EPL), sur une ligne maoïste et le *Movimiento 19 de Abril* (M-19), dont le recrutement est beaucoup plus urbain. Une guérilla indigène (*Movimiento Armado Quintín Lame*) s'est également constituée. PÉCAUT (Daniel), « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahier des Amériques latines*, 36, décembre 2001, p.65-92, PIZARRO (Eduardo), *Insurgencia sin revolución*. Bogotá, Tercer Mundo, 1996, 267 p. et SANCHEZ (Gonzalo), *Guerre et politique en Colombie*. Paris, L'Harmattan, 1998, 216 p. Ces analyses sur les guérillas ont permis de comprendre *a posteriori* la spécificité de ces groupes. Mais à l'époque les journalistes étrangers ont eu beaucoup de difficultés à différencier les guérillas de groupes de délinquants qui agissaient dans les campagnes.

Par ailleurs, les relations des groupes colombiens avec le reste des mouvements armés et des régimes révolutionnaires latino-américains ont été distantes, avec parfois des oppositions extrêmement fortes sur les stratégies à mettre en place, ce qui a contribué davantage à isoler le cas colombien d'autres cas voisins. Cet isolement est renforcé par le fait que contrairement à d'autres pays latino-américains, il n'y a pas eu en Colombie de prise de pouvoir des militaires au nom de la lutte contre la subversion.

Enfin, à cette époque, le caractère politique du conflit colombien fut aussi objet de prises de position ambiguës. Le régime s'est essentiellement construit sur le partage du pouvoir par les deux partis, tout en accordant néanmoins une place marginale à des expressions contestataires, parfois proches des guérillas. C'est ainsi que le Parti communiste colombien a pu participer à plusieurs reprises aux élections. Tout en considérant les guérillas comme des acteurs délinquants, le régime a toléré ce que les mouvements de gauche appelaient « la combinaison de toutes les formes de lutte », l'utilisation simultanée d'actions politiques dans le cadre institutionnel et d'actions armées. Les guérillas, quant à elles, cherchaient à s'imposer comme l'opposition armée à un régime qu'elles critiquaient du fait des limitations à la participation politique et sociale et de la répression.

Or, si la lecture d'une opposition politique entre régime et guérillas s'est consolidée, en particulier dans les années 1970, c'est surtout dans un cadre interne, peu sensible aux évolutions internationales de la région. Pendant toute la période d'émergence des guérillas, le conflit colombien n'a pas acquis une visibilité significative sur la scène internationale et les efforts d'interprétation du problème à cette époque ont été plutôt rares.

2. Premiers appels à l'opinion publique internationale et mobilisations des ONG comme instrument de qualification de la crise

La première phase de la lutte des guérillas en Colombie ne s'est inscrite dans des dynamiques internationales (et transnationales) de la région que de manière extrêmement périphérique. Les acteurs internationaux, et en particulier les organisations non gouvernementales, n'ont été mobilisés dans le conflit interne colombien que de manière tardive par rapport à d'autres conflits internes de l'Amérique latine. Ce n'est qu'à partir du début des années 1980 que les acteurs internes commencent à utiliser la scène internationale pour tenter d'imposer leur interprétation de la situation. La première grande tentative de publicisation de la crise colombienne est à mettre au crédit du M-19, guérilla plus urbaine, davantage articulée aux représentations de la classe moyenne et mieux informée sur les stratégies d'appel à l'opinion publique internationale. Entre février et mars 1980, cette guérilla investit l'ambassade de la République dominicaine et retient en otage une douzaine d'ambassadeurs pendant deux mois. L'événement bénéficie d'une large couverture médiatique internationale et se solde par une solution négociée. Le M-19 cherche ainsi à inscrire le conflit colombien dans une dynamique régionale et internationale, en dénonçant auprès de l'opinion publique internationale le fait que le gouvernement viole les Droits de l'homme par ses actions de répression, qu'il a recours à des arrestations arbitraires et à l'usage de la torture, et qu'il existe dans le pays des « prisonniers politiques ». À l'issue de la solution négociée de la prise d'otages, le gouvernement autorise une mission d'*Amnesty International* en Colombie, à l'origine du premier témoignage public d'une ONG sur la situation des Droits

de l'homme en Colombie et marque le point de départ de l'intervention d'acteurs internationaux non étatiques¹².

Il est symptomatique que ce soit à travers le thème des Droits de l'homme que la première entreprise réussie de publicisation à l'étranger se réalise : le M-19 cherche en effet à imposer une lecture de la situation colombienne semblable à celle qui se déroule en même temps dans les pays du cône sud (Chili, Argentine, Uruguay), à la fois dans la capacité de mobilisation internationale de certains groupes de guérillas urbains (*Montoneros* argentins et surtout *Tupamaros* uruguayens) et dans la répression de l'ensemble de la contestation sociale par des régimes militaires issus de coups d'États. Ce mouvement va également tenter dans la décennie 1980 une assimilation semblable au regard de la crise centraméricaine.

Ce succès à imposer une lecture de la crise colombienne en recourant à la scène internationale ne signifie pas pour autant une réussite systématique de ce genre d'actions, y compris à l'occasion d'événements traumatiques. Le 6 novembre 1985 le même groupe investit le Palais de Justice de Bogota et retient en otage la totalité des membres de la Cour Suprême, ainsi que de nombreux travailleurs. Il cherche à faire un « jugement armé » contre le Président, celui-ci ayant d'après le M-19 trahit ses engagements de paix¹³. L'armée entreprend de récupérer le bâtiment, ce qu'elle réussit à faire au prix de la vie des otages et des membres du commando. La bain de sang par lequel se termine cette opération brouille d'emblée toute interprétation politique de l'événement, qu'il s'agisse de celle proposée par les guérillas ou par le gouvernement. D'autant que l'explosion du volcan du *Nevado del Ruiz*, qui se produit quelques jours plus tard, détruit la ville d'Armero et fait plus de 10 000 victimes. Violence politique et violence des catastrophes naturelles semblent alors se faire écho, à la fois dans les récits donnés par la presse internationale et par les organismes, publics et privés, d'assistance humanitaire. Loin de réussir à imposer une lecture particulière de la crise colombienne, comme avaient cherché à le faire les guérillas colombiennes, l'entremêlement de ces deux événements nourrit une vision d'un pays affecté par une violence à la fois protéiforme et normale, dans l'histoire, rendant d'autant plus difficile toute entreprise de qualification.

3. L'affirmation d'une vision kaléidoscopique de la situation colombienne par l'émergence et la consolidation de l'économie de la drogue

La décennie des années 1980 a été également caractérisée par la présence d'un nombre croissant d'acteurs internationaux dans le conflit. L'apparition massive de la culture et du trafic de drogues, et le développement conséquent d'autres flux transnationaux illégaux (armes, capitaux) va modifier en profondeur les dimensions et la nature du conflit : elle constitue la première forme d'internalisation du conflit interne, à laquelle a répondu le fait que la lutte contre la drogue a progressivement acquis une importance grandissante dans la politique étrangère de Washington. Pour les guérillas, ce trafic se traduit par une augmentation très conséquente de leurs ressources financières, et dès lors, du niveau d'armement. Il va également conduire à l'émergence de nouveaux acteurs, cartels régionaux

¹² Recomendaciones al gobierno colombiano de una misión de Amnesty Internacional a la República de Colombia, Londres, Amnesty International, 1980. En même temps qu'Amnesty International, une mission de la Commission de droits de l'homme de l'OEA s'est rendue en Colombie. Observateurs dans les procès des personnes suspectées d'activités subversives, les représentants de l'OEA furent habilités à mener des enquêtes sur les plaintes formulées par les guérilleros concernant l'usage de la torture lors des interrogatoires.

¹³ Elu Président en 1982, Belisario Betancur met en place une politique de négociation avec les guérillas afin de mettre fin au conflit armé. Une amnistie libérant de nombreux guérilleros, puis des accords de trêve, sans remise des armes, avec les principales organisations permet la mise en place d'un dialogue politique. Le processus s'enlise rapidement, en particulier à cause des réticences de l'armée, et du développement de la violence paramilitaire, et dès 1985 la plupart des guérillas rompent *de facto* la trêve.

de la drogue, groupes paramilitaires, qui entretiennent des relations complexes et variables à la fois avec les guérillas et avec les forces armées et la police. Ces différents groupes s'affrontent dans des configurations locales de plus en plus complexes et mouvantes, pour le contrôle à la fois de productions stratégiques dans certaines régions et de la population civile.

La montée en puissance de la Colombie comme pays producteur, puis transformateur de drogues (marihuana, coca) suscite des formes d'intervention d'acteurs internationaux, et en particulier des États-Unis, dont l'ambassadeur en poste à Bogota à la fin des années 1970 est le premier à proposer une interprétation de la crise qui explique le développement des guérillas par le trafic de drogue, en parlant de « narco-guérilla ». Si cette assimilation demeure cantonnée à certains milieux, elle n'en demeure pas moins constante depuis lors et gagne en écho. Par contre, la forte implication du gouvernement colombien dans la recherche de solutions négociées dans le conflit centraméricain entre 1982 et 1986 est menée avec l'intention de ne pas susciter en retour d'implication internationale dans le conflit colombien.

À la fin de la décennie 1980, la crise colombienne voit se développer en même temps une politisation de certains acteurs armés (par la création de dialogues entre gouvernement et guérilla) et le surgissement de nouveaux acteurs armés qui ne recherchent pas d'emblée une légitimité politique (groupes paramilitaires, trafic de drogue).

Les différentes tentatives de négociation et de dialogue politique entre le gouvernement et les guérillas (1982-1985 puis surtout 1990-1992), en créant des espaces où les revendications des guérillas pouvaient être entendues, ont permis la réintroduction d'une certaine lecture politique de la crise. L'Assemblée constituante (1990-1991), à laquelle participent des guérillas qui ont signé un accord avec le gouvernement et sont devenues des partis, s'est érigé malgré ses limites en lieu visible d'expression politique de secteurs très diversifiés de la société. Or ces négociations n'ont abouti qu'à la démobilisation et à la réinsertion politique des guérillas les plus faibles. Pour les mouvements encore en activité (FARC et ELN), mais également pour les groupes paramilitaires et les cartels de la drogue, ce moment a signifié au contraire une augmentation très significative de leurs effectifs et de leur capacité d'action militaire. Les négociations postérieures (1993-2002) avec les FARC, ne sont parvenues qu'à des échecs répétés, tant le contenu politique des revendications et la volonté à négocier se sont avérées à chaque fois plus difficiles à saisir. Ainsi, l'alternance régulière depuis le milieu des années 1980 de politiques d'ouverture et de dialogue et de moment de guerre ouverte au sein de chaque période présidentielle de quatre ans concourt à affaiblir une lecture univoque de la situation. A cette période, la Colombie a été souvent perçue comme un pays ni en guerre, ni en paix.

L'affrontement s'est néanmoins généralisé territorialement au cours des années 1990 à une très grande partie du pays, y compris dans des zones jusque-là peu touchées, avec des configurations locales extrêmement différenciées et variables, ce qui rend d'autant plus difficile la lecture de la situation de crise comme une « guerre civile » entre acteurs aisément identifiables opposés sur une ligne claire¹⁴. D'autant que les différents acteurs armés en présence ne prétendent plus, malgré leur renforcement, chercher à contrôler ou influencer le pouvoir central, cette dimension se trouvant confondue dans des stratégies locales de contrôle ponctuel de ressources ou de territoires. Certaines actions violentes des guérillas (massacres, enlèvements, attentats) sont devenues de plus en plus difficiles à interpréter en termes de stratégie politique. Ce qui a conduit souvent à ne plus distinguer le recours à la violence armée de la part des guérillas de celui des autres acteurs, à rendre plus opaque la nature du conflit, et donc à obscurcir la possibilité de la fabrication d'un récit.

Cette perception d'une situation difficile à saisir est renforcée par l'interprétation qui en est donnée par de nombreuses analyses académiques. En effet, dès le début des années

¹⁴ Dossier « Colombie, la guerre contre la société », *Problèmes d'Amérique latine*, 34, juillet 1999.

1980, la sociologie colombienne cherche à rendre compte de la diversité et de la complexité des phénomènes de violence dans le pays. La lecture politique de la crise qui existait jusqu'aux années 1970 est remplacée par une lecture protéiforme de la violence, phénomène social complexe¹⁵. Ces travaux montrent non seulement combien les actes de violence à contenu politique sont devenus extrêmement marginaux par rapport à d'autres formes de violence (criminalité, trafic de drogue, délinquance, voire violence familiale), mais aussi à quel point « violence politique » et « non politique » s'entremêlent. En proposant cette lecture, ces analyses ont contribué à renforcer l'idée d'un processus complexe, difficilement interprétable à l'aune d'un seul cadre analytique. La qualification de la nature de la crise devient dès lors extrêmement difficile. Les lectures en termes de guerre civile ou d'affrontement uniquement entre guérillas et gouvernement cessent d'être opératoires¹⁶.

Il est significatif que dans ce contexte, les interprétations de la situation que les gouvernements successifs cherchent à imposer, et la manière dont ils entendent résoudre la crise, soient marquées par une difficulté à qualifier la nature du conflit armé. Ainsi la ratification en 1994 du Protocole additionnel de la convention de Genève relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux a été longtemps retardée par la crainte que celui-ci n'accorde, sinon en droit du moins dans les faits, un statut de belligérant aux acteurs illégaux. La ratification n'aboutit que lorsque le gouvernement parvient à imposer une lecture conforme à l'esprit même du texte du Protocole où aucun statut particulier n'est reconnu aux organisations illégales, ni à ses membres capturés ou blessés. Ce problème de la reconnaissance du conflit n'a pas cessé avec la stratégie d'affrontement ouvert adoptée par le président Alvaro Uribe (2002-2006). À travers sa politique de « sécurité démocratique »¹⁷, celui-ci cherche à nier le caractère politique du conflit, en réduisant les groupes de guérilla soit à de la délinquance, soit, de manière plus récente, au terrorisme. Il propose ainsi une lecture de l'affrontement lisible au regard de la stratégie déployée par George Bush. Cette volonté de mise en cohérence, qui bénéficie d'un appui international significatif, a le mérite de son inscription dans le temps. Elle rencontre néanmoins une réception ambiguë sur l'espace public national et international, l'appui à une solution militaire se mêlant à la perception de plus en plus dominante qu'il existe bien un conflit armé dans le pays.

4. Organisations non gouvernementales et organismes multilatéraux en Colombie, effets démultipliés d'une addition de compréhensions thématiques et fragmentaires de la crise

Au fur et à mesure que le conflit perdure et qu'il s'intensifie, de nouveaux aspects de la crise colombienne deviennent objet d'attention pour des acteurs non-étatiques. Les organisations spécialisées sur les questions des Droits de l'Homme en général (*Amnesty International*, *WOLA*, *Humans Rights Watch*, *FIDH*, *International Alert*, *Americas Watch*,

¹⁵ Comisión de Estudios sobre la Violencia, *Colombia : violencia y democracia*, Bogotá, Universidad Nacional, 1987, 318 p. et Comisión de Superación de la Violencia, *Pacificar la paz*, Bogotá, IEPRI, CINEP, 1992, 301 p. Pour une présentation critique, PÉCAUT (Daniel), « La contribución del IEPRI a los estudios sobre la violencia en Colombia », *Análisis Político*, 34, mai 1998, p.72-88.

¹⁶ PÉCAUT (Daniel), « Réflexion sur la violence en Colombie », in HERITIER (Françoise), *De la violence*, Paris, Odile Jacob, 1996, p.225-271 et PÉCAUT (Daniel), « Présent, passé, futur de la violence », p.17-63, in BLANQUER (Jean-Michel), GROS (Christian), *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*. Paris, IHEAL, 1996, 438 p.

¹⁷ Depuis son élection, Alvaro Uribe prétend concilier un renforcement de la capacité opérationnelle des forces armées avec une consolidation des institutions démocratiques. MASON (Ann), « Colombia's democratic security agenda : public order in the security tripod », *Security Dialogue*, 34, 4, décembre 2003, p.391-409 et GUTIERREZ (Francisco), « Ilegalidad y sistema político en Colombia : la agenda de Uribe Vélez », *Nueva Sociedad*, 192, juillet 2004, p.59-71.

etc.) n'ont cessé de produire des rapports sur différentes questions : la situation des populations indigènes, les disparitions forcées, les risques encourus par les défenseurs de droits de l'homme, la situation des enfants et des femmes dans le conflit, les violations aux Droits internationaux humanitaires, les liens entre les paramilitaires et les militaires, etc. À ces organisations se sont ajoutées celles travaillant sur des professions spécifiques (ainsi l'action de Reporters sans Frontières a contribué au fait que le pays soit considéré comme l'un des plus dangereux pour l'exercice du métier de journaliste), de même que celles orientées plutôt sur le développement économique et social. Ces dernières ont multiplié leurs actions dans les régions affectées par le conflit, tout en cherchant à proposer des analyses des situations d'affrontement (à l'instar du projet mené pendant plusieurs années par la Fondation pour le Progrès de l'Homme et le CCFD avec leurs partenaires locaux, ou bien des actions menées par Oxfam).

Par ailleurs, les tentatives de négociation du conflit ont vu se multiplier les organisations spécialisées sur les questions de médiations et préventions de conflits, au niveau local, régional ou national, liées ou non à des centres académiques ou à des gouvernements, et provenant pour la plupart des États-Unis. Il s'agit de centres promouvant les techniques de négociation, mettant en œuvre des dispositifs de médiation, ou encore de volontaires disposés à protéger des personnes menacées (comme les *Peace Brigades International* depuis 1994). L'accompagnement social et médical de la population civile dans les régions affectées par le conflit, et tout particulièrement auprès des populations déplacées, fait l'objet d'une présence permanente d'organisations spécialisées (type Médecins sans frontières ou Médecins du Monde), notamment depuis 1997 quand le problème du déplacement interne a acquis une visibilité internationale. Enfin, des enjeux ou des événements particuliers ont été l'occasion de campagnes internationales sur des questions spécifiques, qui réunissent parfois de nombreuses organisations. Elles peuvent rapidement varier en fonction de nouveaux événements, des appuis obtenus ou de la couverture par les médias¹⁸.

La présence d'ONGs diverses, produisant chacune une interprétation thématique de la crise, souvent marquée par une simple description factuelle des événements, sans articulation avec une situation plus générale, s'est accompagnée de formes d'interventions d'organismes multilatéraux. Mais là encore leur présence fragmentée et spécialisée ne contribue pas à l'émergence d'une lecture cohérente et univoque.

L'Organisation des États Américains est présente en Colombie depuis les années 1980 à travers la Commission interaméricaine de droits de l'homme ou des missions d'observation électorale. Elle intervient spécifiquement sur le conflit depuis 2004 avec la création de l'Assistance au Processus de Paix en Colombie, par laquelle elle soutient la démobilisation de groupes paramilitaires, dont les modalités ont créé une importante polémique puisqu'elles s'accompagnaient d'une pénalisation minimale, alors même que ces groupes sont connus pour être responsables de nombreux crimes graves. Cette ambiguïté a conduit l'OEA à s'adjoindre les services de la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme, afin de lever tout soupçon d'impunité de crimes graves.

Les appels d'ingérences vers les Nations unies pour que celles-ci interviennent dans une opération de résolution du conflit interne et de *peace-building*, ont rencontré une double opposition, à la fois du gouvernement colombien, et de l'organisation onusienne elle-même, très réticente à une opération de grande ampleur aux résultats tout à fait improbables. La présence de l'ONU s'est néanmoins matérialisée par l'envoi de représentations en Colombie du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme depuis 1997 et du Haut Commissariat aux

¹⁸ Ainsi l'ONG Pax Christi Hollande lance en juin 2002 une campagne pour dénoncer la pratique des enlèvements par les acteurs armés, qui s'est trouvée largement noyée d'abord par le manque d'appui d'autres ONG puis par les actions menées spécifiquement par les réseaux de solidarité créés pour réclamer la libération d'Ingrid Betancourt, détenue par les FARC depuis février 2002.

Réfugiés depuis 1998, qui interviennent localement en faveur des victimes du conflit, avec une présence dans les principales zones affectées, et au niveau national pour sensibiliser à la situation de crise et établir des rapports annuels¹⁹.

La diversité d'organisations présentes en Colombie témoigne du fait que la situation de ce pays fait désormais l'objet d'une ingérence de la « communauté internationale ». Pourtant, cette ingérence se caractérise par une multiplicité de récits et de témoignages sur la situation. Pris dans leur globalité, ils s'accordent sur le fait qu'il existerait désormais une « crise » qui mérite l'attention internationale et dont les principales victimes sont les civils. Mais cette évolution n'est évidemment pas univoque, ni véritablement acquise. D'autant qu'elle est le résultat d'un ensemble de lectures de la crise, convergentes sur ce seul point, et établies à partir de compréhensions thématiques et fragmentaires. En effet, les différents formes d'interprétation (« crise de droits de l'homme », « crise sociale », « crise politique », « crise humanitaire ») constituent autant de registres concurrents et spécifiques, relevant des compétences partielles de chacun des acteurs intervenant sur le terrain. Cette diversité rend d'autant plus complexe le travail d'interprétation de la crise. En l'absence d'une lecture dominante de la situation, la diversité de récits contribue à renforcer l'aspect kaléidoscopique de la situation, qu'il n'est plus possible désormais d'interpréter au prisme d'un qualificatif unique. Cette condition rend d'autant plus compliquée non seulement l'activité des organisations présentes sur place, mais également la formulation à terme d'un programme d'action internationale permettant d'entrevoir une résolution.

Conclusion

Les différentes mises en récit du problème colombien sont bien évidemment le résultat de toute une série d'« épreuves à la fois de publicité et d'implication » qui n'ont été restituées que de manière très partielle. Ces épreuves sont définies comme les moments où, au cours du déroulement du conflit, un événement, qui surgit normalement d'emblée pour les acteurs locaux, acquiert ensuite une certaine visibilité sur la scène internationale, réclamant ainsi l'attention de l'opinion publique internationale et la mobilisation d'instances étrangères capables d'agir face à la situation devenue problématique. Le caractère d'épreuve découle du dilemme moral auquel le spectateur d'un drame à distance est soumis : regarder ce qui se passe ailleurs sans se sentir concerné, ou au contraire s'y impliquer²⁰. L'épreuve se réalise à différents niveaux car l'éventail de spectateurs est large et divers. Celle-ci peut être subie par des audiences indéterminées – des individus qui n'ont *a priori* aucun lien commun entre eux, sauf celui d'être tous simultanément des spectateurs plus ou moins avertis de la souffrance à distance. Elle peut également avoir lieu au sein d'audiences institutionnelles – instances ou puissances internationales particulières qui sont l'objet d'appels d'ingérence étant donné leur capacité potentielle à définir des modalités d'intervention afin d'alléger et résoudre une situation critique.

Bien évidemment, au cours de telles épreuves, la signification des événements publicisés n'est jamais donnée d'emblée. Elle suppose au contraire un *travail d'enquête*

¹⁹ Les personnes déplacées à cause du conflit armé dans d'autres régions ne bénéficient juridiquement pas du statut de « réfugiés » puisqu'elle ne quittent pas leur pays – les « déplacements internes », au statut juridique international ambigu, ne sont reconnus que si l'État concerné en appelle à l'HCR. Ce n'est qu'en 1997 que le gouvernement colombien a demandé au HCR d'intervenir pour encadrer et assister les déplacés. D'après le HCR, en 2004, il y a en Colombie plus de 1,2 million de déplacés internes. Pour les ONG intervenant dans ce domaine, le nombre serait le double.

²⁰ BOLTANSKI (Luc), *La souffrance à distance*, Paris, Métailié, 1993.

*collective*²¹. Toute l'importance d'une « épreuve de publicité » repose sur ce travail commun de production de sens, dans lequel sont testées les capacités des acteurs pour rendre intelligibles les situations auxquelles ils sont confrontés. Or dans cette activité de production du sens, il convient de distinguer analytiquement deux opérations de catégorisation. D'une part, l'identification qui se réfère à la possibilité de percevoir une expérience vécue donnée comme problématique ou comme enfreignant les règles de ce qui est considéré comme « normal ». D'autre part, l'interprétation qui inscrit la situation identifiée comme problématique dans un système d'explication où s'emboîtent les causalités, où les faits identifiés s'entrecroisent avec d'autres et prennent ainsi une signification qui surpasse leur émergence singulière²².

La situation colombienne contemporaine montre combien, malgré le nombre très significatif d'acteurs internationaux qui y interviennent, et en dépit de l'identification d'une véritable crise, la capacité de témoignage n'a pas abouti pour l'instant à une compréhension globale du problème. Chacun des acteurs qui s'implique dans le problème colombien contribue à l'émergence de la crise interne sur la scène internationale par une série d'opérations de catégorisation qui prétendent apporter un certain niveau d'intelligibilité, orientant ainsi les modes d'intervention internationale pour son éventuelle résolution, et ce quelles que soient les formes que pourraient prendre cette dernière (intervention unilatérale, opération de maintien de la paix, tribunal international). Plutôt qu'une lecture articulée du problème, la multiplicité de récits et des restitutions des expériences locales de la crise colombienne, fruit de la diversité des acteurs qui y interviennent, produit au contraire une image de plus en plus kaléidoscopique de la situation. Ces récits semblent en effet fondés sur une multitude de conceptions fragmentaires et spécialisées, souvent liées au domaine de compétence de l'acteur qui intervient, sans qu'émerge une compréhension d'ensemble. De ce fait, dans une situation de multiplicité des lectures, c'est non seulement la qualification de la crise qui devient problématique, mais également son interprétation, ce qui rend d'autant plus difficile la possibilité de construire un cadre d'action, national ou international, qui permette de résoudre au moins une partie des dimensions les plus dramatiques du problème, celles qui concernent directement la population civile.

Bibliographie

BRAUN Herbert, « Los mundos del 9 de abril, o la historia vista desde la culata », in SÁNCHEZ (Gonzalo), PENARANDA (Ricardo) (dir.), Pasado y presente de la violencia en Colombia, Bogota, IEPRI - CEREC, 1995, p. 225-261.

Comisión de Estudios sobre la Violencia, Colombia : violencia y democracia, Bogotá, Universidad Nacional, 1987, 318 p.

Comisión de Superación de la Violencia, Pacificar la paz. Bogotá, IEPRI, CINEP, 1992, 301 p.

²¹ Sur la notion d'enquête collective, DEWEY (John), Le public et ses problèmes, Paris, Farrago, 2003, 205 p. et QUÉRÉ (Louis), « Le public comme forme et comme modalité d'expérience », in CEFAÏ (Daniel), PASQUIER (D.) (dir.), Le sens du public. Public politiques, publics médiatiques, Paris, PUF, 2003, p.113-134.

²² Cette distinction est reprise de VOIROL (Olivier), Apparition d'une cause politique 'globale' et critique de la 'mondialisation'. L'Action Mondiale des Peuples (AMP), Colloque international « Les mobilisations altermondialistes », Paris, 3-4-5 décembre 2003. Dans ce travail, l'auteur distingue quatre moments dans l'émergence d'une cause politique, la négation, l'identification, l'interprétation et la revendication.

CEFAÏ (Daniel), « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », in CEFAÏ (Daniel), TROM (D.) (dir), Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques, Paris, EHESS, (Collection Raisons Pratiques, N° 12), 2001, p.57-91.

DEWEY (John), Le public et ses problèmes Paris, Farrago, 2003, 205p.

ORTIZ (Carlos Miguel), La violence en Colombie, racines historiques et sociales. Paris, L'Harmattan, 1990, 310 p.

PÉCAUT (Daniel), « Réflexion sur la violence en Colombie », in HERITIER (Françoise), De la violence, Paris, Odile Jacob, 1996, p.225-271.

PIZARRO (Eduardo), Insurgencia sin revolución. Bogotá, Tercer Mundo, 1996, 267 p.

QUÉRÉ (Louis), « Le public comme forme et comme modalité d'expérience », in CEFAÏ (Daniel), PASQUIER (D.), (dir.), Le sens du public. Public politiques, publics médiatiques, Paris, PUF, 2003, p. 113-134.

SANCHEZ (Gonzalo), Guerre et politique en Colombie. Paris, L'Harmattan, 1998, 216 p.

VOIROL Olivier, Apparition d'une cause politique "globale" et critique de la "mondialisation". L'Action Mondiale des Peuples (AMP), communication présentée pour le colloque international, "Les mobilisations altermondialistes", Paris, 3-4-5 décembre 2003, 20p.